

Het comité wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het secundair onderwijs.

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden genomen.

§ 2. Elke rechthebbende legt het Begeleidingscomité een driemaandelijks verslag over de verwezenlijking van het activiteitenprogramma voor.

§ 3. Op gunstig advies van het Begeleidingscomité en overeenkomstig het decreet van 16 juli 1993 kan de voor het secundair onderwijs bevoegde Minister overdrachten tussen de programma's toelaten.

Art. 11. De Minister kan niet verantwoordelijk gesteld worden voor de overeenkomsten of de onderaanneming, of de inhoud van de documenten voorgelegd naar aanleiding van de verwezenlijking van het krachtens dit besluit gesubsidieerde project, of voor de aan personen en goederen veroorzaakte schade.

Art. 12. § 1. De rechthebbende is verantwoordelijk voor het project en de voorgelegde documenten; hij behoudt de eigendom ervan en is vrij ze na de uitvoeringstermijn van dit besluit te benutten, mits hij er het officieel symbool en het officieel logo van de Franse Gemeenschap op vermeldt.

§ 2. Ingeval deze toelage de volledige kosten betreffende het creëren van documenten dekt behoudt de Minister zich het recht voor deze documenten in onbeperkt aantal voor opvoedkundige doeleinden opnieuw te doen afdrukken en verspreiden. De nieuwe afdruk en de verspreiding worden van het innen van rechten vrijgesteld.

Indien in het creëren van visuele of audiovisuele documenten wordt voorzien, mag de Minister in dit kader de bovenvermelde rechten aan de VZW "Médiathèque de la Communauté française de Belgique" afstaan, in het raam van de taak die hij haar heeft opgedragen met het oog op de reproductie en verspreiding en volgens de algemene voorwaarden van de lening.

Brussel, 15 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

• 95 - 2771

15 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française complétant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale modifié en dernier lieu par le décret du 5 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 février 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 relatif à la fonction d'administrateur pédagogique ainsi qu'aux conditions de nomination aux fonctions d'inspecteur,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 1994 fixant le cadre organique du service d'inspection et de gestion pédagogique de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu le protocole du 2 mai 1995 du comité de secteur IX et des comités des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 1994 et le 2 mai 1995;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 29 décembre 1994 et le 11 mai 1995;

Vu l'accord de la Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, donné le 27 mars 1995 et le 16 mai 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales et du Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. La rubrique « surveillant-éducateur et surveillant-comptable » reprise dans les chapitres A, B, C et D de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise ainsi que les échelles de traitement se rapportant à ces fonctions sont supprimées.

§ 2. Un « Chapitre E », « Du personnel auxiliaire d'éducation » est inséré dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité et le tableau y annexé est complété.

« Chapitre E »

« Du personnel auxiliaire d'éducation »

Surveillant éducateur :

- a) porteur du diplôme :
- d'instituteur primaire;
 - d'institutrice gardienne;
 - d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;
 - d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;
 - de conseiller social;
 - d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classé au premier degré;
 - d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court;
 - de candidat délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi;
 - d'école technique supérieure du premier degré complété par le certificat de C.N.T.M. par le C.A.P.; 1/36 de 143/1
- b) porteur :
- du diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré;
 - du certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur complété par le certificat de C.N.T.M. ou par le C.A.P.;
 - du diplôme d'école technique supérieure complété par le certificat de C.N.T.M. ou par le C.A.P.; 1/36 de 142
- c) porteur du diplôme d'enseignement secondaire supérieur 1/36 de 020
- Régime transitoire :
- a) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle II/97.400-185.420 : 1/36 de 144/1
- b) qui bénéficiait au 31 mars 1972, de l'échelle I/97.400-173.900 : 1/36 de 104
- Educateur-économe : 1/36 de 150/1
- Secrétaire de direction : 1/36 de 150/1

Art. 2. Un « Chapitre F », « Du personnel du service d'inspection et de gestion pédagogique » est inséré dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 précité et le tableau y annexé est complété.

« Chapitre F »

« Du personnel du service d'inspection et de gestion pédagogique »

- Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur 275
- Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur 275
- Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur :
- porteur d'un diplôme universitaire 475
- Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur :
- a) porteur soit d'un diplôme universitaire, soit d'un diplôme d'architecte, soit d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieurs technique et agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée 475
- b) porteur d'autres titres 465
- Inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur :
- porteur d'un diplôme universitaire 475
 - Administrateur pédagogique 484

Art. 3. Les articles 7 et 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 relatif à la fonction d'administrateur pédagogique ainsi qu'aux conditions de nomination aux fonctions d'inspecteur sont abrogés.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1990, à l'exception des articles 1er et 3 qui produisent respectivement leurs effets le 1^{er} octobre 1991 et le 1^{er} septembre 1991.

Art. 5. Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales et le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juin 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

Annexe

Tableau des échelles de traitements

Echelles de la classe « 21 ans »

a) au 1^{er} octobre 1991

142
502 753 - 892 109
4¹ x 16 783
12² x 26 852

b) au 1^{er} novembre 1991

142
507 781 - 901 037
4¹ x 16 951
12² x 27 121

c) au 1^{er} novembre 1992

142
527 259 - 928 067
4¹ x 17 120
5² x 27 392
1² x 27 758
6² x 27 935

d) au 1^{er} novembre 1993

142
537 804 - 946 629
4¹ x 17 462
5² x 27 940
1² x 28 313
6² x 28 494

Echelles de la classe « 22 ans »

a) au 1^{er} septembre 1990

275
960 197 - 1 500 716
3¹ x 22 213
12² x 39 490

b) au 1^{er} novembre 1990

275
979 401 - 1 530 732
3¹ x 22 657
12² x 40 280

c) au 1^{er} octobre 1991

143/1
570 344 - 963 068
3¹ x 20 140
12² x 27 692

150/1
630 764 - 1 023 488
3¹ x 20 140
12² x 27 692

d) au 1^{er} novembre 1991

143/1
576 047 - 972 698
3¹ x 20 341
12² x 27 969

150/1
637 072 - 1 033 723
3¹ x 20 341
12² x 27 969

275
989 195 - 1 546 043
3¹ x 22 884
12² x 40 683

e) au 1^{er} novembre 1992

143/1
596 207 - 1 001 878
3¹ x 20 545
2² x 28 248
1² x 28 268
9² x 28 808

150/1
657 843 - 1 064 733
3¹ x 20 544
1² x 28 370
11² x 28 808

275
1 018 871 - 1 592 420
3¹ x 23 571
12² x 41 903

f) au 1^{er} novembre 1993

143/1
608 131 - 1 021 914
3¹ x 20 956
2² x 28 813
1² x 28 833
9² x 29 384

150/1
671 000 - 1 086 026
3¹ x 20 955
1² x 28 937
11² x 29 384

275
1 039 248 - 1 624 266
3¹ x 24 042
12² x 42 741

Echelles de la classe « 24 ans »

a) au 1^{er} septembre 1990

465
966 779 - 1 591 219
3¹ x 27 149
11² x 49 363

484
1 295 865 - 1 969 668
3¹ x 27 149
12² x 49 363

b) au 1^{er} novembre 1990

465
986 115 - 1 623 052
3¹ x 27 692
11² x 50 351

484
1 321 782 - 2 009 070
3¹ x 27 692
12² x 50 351

c) au 1^{er} novembre 1991

465
995 976 - 1 639 288
3¹ x 27 969
11² x 50 855

484
1 335 000 - 2 029 167
3¹ x 27 969
12² x 50 855

d) au 1^{er} novembre 1992

465
1 025 855 - 1 688 470
3¹ x 28 808
11² x 52 381

484
1 375 050 - 2 090 046
3¹ x 28 808
12² x 52 381

e) au 1^{er} novembre 1993

465
1 046 372 - 1 722 243
3¹ x 29 384
11² x 53 429

484
1 402 551 - 2 131 851
3¹ x 29 384
12² x 53 429

L'échelle de traitement de la classe « 21 ans » désignée par l'indice 143 est supprimée à la date du 30 septembre 1991.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 - 2771

15 MEI 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanvulling van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij decreet van 5 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het Ministère de l'Education et de la Culture française en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 7 november 1991;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen der personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 13 februari 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993 betreffende het ambt van pedagogisch beheerder alsmede de benoemingsvoorwaarden tot het ambt van inspecteur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 september 1994 houdende de organieke formatie van de dienst voor inspectie en pedagogisch beheer van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 6 december 1994 en 2 mei 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 29 december 1994 en 11 mei 1995;

Gelet op het protocol d.d. 28 mei 1995 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, sectie II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter belast met het Openbaar Ambt, d.d. 7 maart 1995 en 16 mei 1995;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en gelet op de beraadslaging van de Regering d.d. 15 mei 1995,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De rubriek « studiemeester - opvoeder en studiemeester - rekenplichtige » in de hoofdstukken A, B, C en D van voormeld koninklijk besluit van 15 maart 1974 en de weddeschalen voor die ambten vervallen.

§ 2. Een hoofdstuk E « Opvoedend hulp personeel » wordt in dat besluit ingevoegd, met aanvulling van de bijgaande tabel :

« Hoofdstuk E

Studiemeester-Opvoeder, houder van

- a) het diploma van :
- onderwijzer;
 - kleuteronderwijzeres;
 - GLSO;
 - GHSO;
 - sociaal adviseur;
 - sociaal assistent uitgereikt door een inrichting voor sociaal hoger onderwijs of een school of afdeling van het technisch hoger onderwijs ingedeeld bij de 1e graad;
 - opvoeder uitgereikt door een inrichting voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of een afdeling « gespecialiseerde opvoeders » van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type;
 - kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit of een daartoe door de wet gemachtigde instelling;
 - een hogere technische school van de 1e graad met het getuigschrift van MTNL of het GPB . 1/36 van 143/1
- b) het diploma van een hogere technische school of leergang van de 1e graad :
- het diploma van een hoger secundaire technische school, met het getuigschrift van MTNL of het GPB
 - het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs, met het getuigschrift van MTNL of het GPB 1/36 van 142
- c) het diploma van hoger secundair onderwijs 1/36 van 020
- Overgangsregeling : die op 31 maart 1972 de schaal
- a) II/97.400-185.420 genoot : 1/36 van 144/1
- b) I/97.400-173.900 : 1/36 van 104
- Opvoeder-huismeester : 1/36 van 150/1
- Directiesecretaris(esse) : 1/36 van 150/1

Art. 2. Een « hoofdstuk F », « Personeel dienst inspectie en pedagogisch beheer » wordt in voormeld KB van 15 maart 1974 ingevoegd, met aanvulling van de bijgaande tabel.

« Hoofdstuk F »

« Personeel dienst inspectie en pedagogisch beheer »

Inspecteur algemene vakken in het lager secundair onderwijs	275
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs inférieur	275
Inspecteur algemene vakken in het hoger secundair en het hoger onderwijs houder van een universitair diploma	475
Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair en het hoger onderwijs :	
a) houder van een universitair diploma, een diploma van architect of een diploma van industrieel ingenieur, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het hoger onderwijs o.m. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type, of van een ingevolge die wet met het diploma van industrieel ingenieur gelijkgesteld diploma	475
b) houder van andere bekwaamheidsbewijzen	465
Inspecteur psychologie, opvoedkunde en methodiek in het hoger secundair en het hoger onderwijs :	
houder van een universitair diploma	475
pedagogisch beheerder	484

Art. 3. De artikelen 7 en 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993 betreffende het ambt van pedagogisch beheerder alsmede de benoemingsvoorwaarden tot het ambt van inspecteur, worden opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1990, behalve de artikelen 1 en 3, die resp. op 1 oktober 1991 uitwerking hebben.

Art. 5. De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en de Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 2 juni 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

« Annexe — Bijlage »

Tableau des échelles de traitements

Echelles de la classe « 21 ans »

a) au 1^{er} octobre 1991

142
502 753 - 892 109
4¹ x 16 783
12² x 26 852

b) au 1^{er} novembre 1991

142
507 781 - 901 037
4¹ x 16 951
12² x 27 121

c) au 1^{er} novembre 1992

142
527 259 - 928 067
4¹ x 17 120
5² x 27 392
1² x 27 758
6² x 27 935

d) au 1^{er} novembre 1993

142
537 804 - 946 629
4¹ x 17 462
5² x 27 940
1² x 28 313
6² x 28 494

Echelles de la classe « 22 ans »

a) au 1^{er} septembre 1990

275
960 197 - 1 500 716
3¹ - 22 213
12² x 39 490

b) au 1^{er} novembre 1990

275
979 401 - 1 530 732
3¹ x 22 657
12² x 40 280

c) au 1^{er} octobre 1991

143/1
570 344 - 963 068
3¹ x 20 140
12² x 27 692

150/1
630 764 - 1 023 488
3¹ x 20 140
12² x 27 692

d) au 1^{er} novembre 1991

143/1
576 047 - 972 698
3¹ x 20 341
12² x 27 969

150/1
637 072 - 1 033 723
3¹ x 20 341
12² x 27 969

275
989 195 - 1 546 043
3¹ x 22 884
12² x 40 683

e) au 1^{er} novembre 1992

143/1
596 207 - 1 001 878
3¹ x 20 545
2² x 28 248
1² x 28 268
9² x 28 808

150/1
657 843 - 1 064 733
3¹ x 20 544
1² x 28 370
11² x 28 808

275
1 018 871 - 1 592 420
3¹ x 23 571
12² x 41 903

f) au 1^{er} novembre 1993

143/1
608 131 - 1 021 914
3¹ x 20 956
2² x 28 813
1² x 28 833
9² x 29 384

150/1
671 000 - 1 086 026
3¹ x 20 955
1² x 28 937
11² x 29 384

275
1 039 248 - 1 624 266
3¹ x 24 042
12² x 42 741

Echelles de la classe « 24 ans »

a) au 1^{er} septembre 1990

465
966 779 - 1 591 219
3¹ x 27 149
11² x 49 363

484
1 295 865 - 1 969 668
3¹ x 27 149
12² x 49 363

b) au 1^{er} novembre 1990

465
986 115 - 1 623 052
3¹ x 27 692
11² x 50 351

484
1 321 782 - 2 009 070
3¹ x 27 692
12² x 50 351

c) au 1^{er} novembre 1991

465
995 976 - 1 639 288
3¹ x 27 969
11² x 50 855

484
1 335 000 - 2 029 167
3¹ x 27 969
12² x 50 855

d) au 1^{er} novembre 1992

465
1 025 855 - 1 688 470
3¹ x 28 808
11² x 52 381

484
1 375 050 - 2 090 046
3¹ x 28 808
12² x 52 381

e) au 1^{er} novembre 1993

465
1 046 372 - 1 722 243
3¹ x 29 384
11² x 53 429

484
1 402 551 - 2 131 851
3¹ x 29 384
12² x 53 429

L'échelle de traitement de la classe « 21 ans » désignée par l'indice 143 est supprimée à la date du 30 septembre 1991.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX »